



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

10-12-2017

Rapport au Comité National du 9 décembre 2017

Chers camarades,

Cette année 2017 est marquée par une accélération sans précédent de toute une série de mesures qui touchent l'ensemble de la société française et qui vise à détruire les acquis sociaux, tous les liens collectifs, pour soumettre la Nation aux objectifs de développement du capital.

Tous les obstacles à ce développement pour le profit doivent être levés, les multinationales dictent comme jamais leurs exigences et cette politique continue d'aggraver la situation sociale, les conséquences sont dramatiques pour le peuple : explosion du chômage, de la précarité, de la pauvreté.

Nous disions au Comité National de janvier 2017 : « **tout est fait, construit, organisé, pensé par tous les acteurs de la vie politique pour empêcher, dévoyer, mettre un voile sur les possibilités énormes que possède la France pour changer de politique** ». Nous étions à quelques mois des élections présidentielles et législatives, précédées par les fameuses « primaires » de droite et du PS, par la mise en avant de Macron présenté comme un homme « nouveau » donnant une « autre image de la politique » avec une « pratique » nouvelle, bref tout était nouveau avec Macron !

Le Front National en réserve du capital tardait à dévoiler son programme et pour cause il favorisait (et cela n'a pas changé) entièrement les entreprises en se prétendant être le parti du « peuple et des travailleurs ».

Mélenchon lui aussi (et encore aujourd'hui) se veut le représentant du peuple mécontent, mais dans son programme, rien sur les causes des conséquences sociales de la politique appliquée par le capital, jamais désigné comme le responsable à abattre. Même attitude au Parti Communiste Français.

Tous ces grenouillages, magouilles politiques n'avaient qu'un seul but, trouver la relève à la politique appliquée par le gouvernement Hollande rejetée par une forte majorité de la population comme tous les sondages de l'époque le démontraient.

Nous disions également au Comité National de janvier dernier : « **pour imposer une autre politique en France, pour utiliser toutes les potentialités qui permettent le développement économique et social qui satisfait les besoins du peuple, il est indispensable d'arracher aux multinationales capitalistes les richesses créées par les travailleurs, il faut prendre le pouvoir économique, financier et politique** ». Nous voyons bien à la fin de cette année toute la pertinence de cette analyse.

L'élection a eu lieu dans des conditions que l'on connaît où la bourgeoisie a mis tout son poids dans la bataille utilisant le Front National comme épouvantail et toute sa propagande pour imposer au final son candidat et ainsi appliquer la politique que l'on connaît aujourd'hui.

Mais il est bon de rappeler quelques chiffres parce qu'ils sont éloquentes et caractérisent le rejet de la politique subie, l'abstention au cours de cette élection a battu le record de 1969. Les jeunes, les chômeurs, les quartiers populaires se sont massivement abstenus. 4 millions d'électeurs ont voté blanc ou nul et au total ce sont 16 millions d'électeurs et d'électrices (37 % de l'électorat) qui ont rejeté les candidats malgré la campagne menée contre le vote Front National déjà utilisé en 2002.

Voilà comment en France aujourd'hui comme hier la « démocratie » capitaliste agit pour éliminer tout candidat anticapitaliste et enferme les électeurs dans un système qui les dessaisit de tout pouvoir de décision.

Nous disions également à l'époque : « Macron élu, la politique du capital va s'accélérer, cette nouvelle alternance va conduire à une aggravation très rapide des conditions de vie du peuple. »

Rappelons ce qui était annoncé par Macron qui avec le MEDEF ont établi un programme qui ne pouvait laisser de doute :

- 60 milliards d'économies sur le budget de l'État dont 25 milliards sur la sphère sociale, 15 milliards sur l'assurance-maladie, 10 milliards sur l'assurance-chômage, suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.
 - Casse du code du travail, priorité à l'accord d'entreprise, fusion des institutions.
 - Casse du système de retraite.
 - Casse du système de santé.
 - Poursuite des privatisations.
- * Réforme de l'Education
- Renforcement du capital européen. Etc....

Depuis, cette politique est appliquée scrupuleusement, le code du travail est démantelé au gré de chaque ordonnance, le budget de l'État comprend toutes les mesures d'« économies » annoncées : santé, hôpitaux, collectivités territoriales, logement, éducation Nationale, allocations diverses, privatisations en cours... rien ne doit échapper au capital tous les secteurs doivent produire du profit, une rentabilité maximum.

Au niveau européen l'équipe Macron avec l'Allemagne notamment renforcent l'Europe capitaliste en mettant en place les structures économiques, militaires nécessaires au service exclusif des capitalistes.

113 multinationales dirigent l'Europe, l'objectif est de pousser l'intégration des Nations, accélérer l'exploitation des peuples pour développer encore plus les profits. La Nation doit disparaître pour devenir une « entreprise » rentable débarrassée de toute contrainte à la formation du profit.

Le constat est le même au niveau mondial, les impérialismes s'affrontent pour maîtriser les richesses de la planète quelles qu'en

soient les conséquences : 65 millions de réfugiés (équivalent de la population française) fuient leurs pays ravagés par les conflits et les guerres multiples. 54 millions de personnes ont été victimes de faim ou de maladie sur la seule année 2016, c'est l'équivalent des victimes de la seconde guerre mondiale en six ans.

Notre initiative du 18 novembre dernier sur l'anniversaire de la révolution russe a été très utile dans la compréhension des affrontements inter impérialistes d'aujourd'hui. La disparition de l'Union soviétique a précipité la domination de la planète par le capital. Nous pouvons en mesurer partout les conséquences actuelles. Les partis révolutionnaires ont disparu ou sont très affaiblis ce qui a accéléré l'exploitation des travailleurs, nous le voyons bien en France, les conséquences sont identiques dans le monde.

Nous avons pris la responsabilité de développer un grand parti révolutionnaire en France avec une perspective politique claire fondée sur la base d'un constat : le capitalisme ne peut pas résoudre les problèmes de l'humanité parce qu'il n'a qu'un seul but : la recherche du profit maximum au détriment des besoins économiques et sociaux des populations. C'est la lutte des classes, le capital et le travail ne peuvent en aucun cas s'accommoder.

Notre ligne de conduite est donc de développer, renforcer notre parti pour abattre le capital et construire une société socialiste. Nous sommes lucides quant à la difficulté de la tâche car elle est unique.

Les partis politiques en France sont tous d'accord pour développer ou gérer capitalisme. Les alliances ou mésalliances entre les uns et les autres, les magouilles constantes, qu'elles soient qualifiées de « droite » ou de « gauche » n'ont qu'un seul but : détourner le débat sur les causes profondes de la situation économique et sociale que ce soit en France en Europe ou dans le monde.

- La droite et le Front National cherchent ensemble des points de convergence politiques pour développer encore davantage le capitalisme en France.
- Le Parti Socialiste tente de reconstruire avec beaucoup de difficultés un parti exsangue.

- Le Parti Communiste Français veut rassembler toutes « les forces de gauche » pour proposer une « alternative à gauche » mais laquelle et dans quel but, si ce n'est aménager le capital ?
- Mélenchon veut rallier les mécontents, mais malgré sa promotion médiatique, les difficultés s'accumulent à chaque fois qu'il dévoile ses intentions.

Toutes ces opérations politiciennes préparent déjà une nouvelle équipe pour poursuivre la politique actuelle.

Dans toutes ces impasses politiques, on voit apparaître une nouvelle stratégie consistant à dénigrer les partis politiques et les syndicats.

De Macron en passant par Hamon et Mélenchon, tous veulent transformer les anciens partis en « mouvement », réunissant ceux qui sont d'accord avec le chef et en incluant des syndicalistes. Ce qui évidemment ne mène à rien et surtout pas à remettre en cause le capitalisme, il s'agit pour eux de proposer du neuf dans la forme pour que rien ne change.

La palme revient à Mélenchon quand il rend les syndicats, responsables de la politique à Macron. Il appelle d'ailleurs à un « front syndical » pour diviser et affaiblir encore plus le mouvement social. Ce « front syndical » est clairement dirigé contre la CGT.

Quant aux centrales syndicales, malgré les attaques sans précédent contre les droits et acquis sociaux, elles restent divisées sur les moyens à mettre en œuvre face aux mesures gouvernementales.

- La CFDT s'affirme de jour en jour et de plus en plus comme étant la voix du Medef et du gouvernement, approuvant la plupart des mesures mises en place.
- FO voudrait jouer le rôle dévolu à la CFDT mais est très contestée par ses adhérents.
- La CGT est la seule à appeler à l'action mais il faut maintenant lancer des initiatives interprofessionnelles avec l'ensemble des travailleurs, des travailleuses.

Les luttes nombreuses qui touchent nombre d'entreprises de secteurs et d'activité différents sont dans la plupart des cas menées par les syndicats CGT d'entreprises. Le niveau des luttes ne faiblit pas, elles touchent en particulier l'emploi, les salaires, les conditions

de travail et devraient prendre plus de force dans leur coordination. Elles ne peuvent que s'amplifier car les patrons veulent aller encore plus loin et encore plus vite.

La nouvelle attaque contre le SMIC en est la démonstration, le capital n'a pas de limite. S'attaquer frontalement au salaire minimum ne date pas d'aujourd'hui, c'est le rêve du patronat depuis que le SMIC a été arraché par les luttes. Rappelons d'ailleurs la proposition de Hamon sur le revenu universel, lors de la campagne présidentielle.

Que dire de la sécurité sociale, de la retraite, les congés, des droits syndicaux qui sont tous de grands acquis sociaux arrachés également par les luttes, en voie de démantèlement aujourd'hui ?

Quelle opposition à cette politique ?

Voyons bien que le capital a aujourd'hui les mains libres, sinon comment expliquer la violence de ces attaques ?

Tous les partis politiques sont complaisants certes de manière différente à cette politique, et les syndicats sont engagés dans un « dialogue social » entre « partenaires sociaux », tous nient l'opposition irréductible entre le capital et le travail.

Le développement de notre parti prend donc une importance particulière. Nous avons des propositions pour développer le pays, répondre aux besoins sociaux. Nous avons des propositions sur l'Europe, sur les relations internationales au moment où les tensions continuent de s'aggraver. Ce ne sont pas les divers voyages de Macron en Afrique, en Algérie, au Qatar (12 milliards de dollars de contrats notamment d'armement) qui vont apaiser les tensions, bien au contraire. Ces diverses « visites » sont faites pour affirmer la domination des multinationales françaises présentes dans ces pays et en implanter de nouvelles pour faire face notamment aux impérialismes américains et chinois dans une concurrence sans fin. Tout cela se fait au détriment des intérêts des peuples qui souffrent et s'appauvrissent.

Oui nous avons des propositions sur tous les sujets touchant au développement humain et nous sommes le seul parti en France à les développer. Avoir des propositions c'est bien, les faire partager est plus difficile, cela demande un engagement constant nous pour débattre de notre perspective politique révolutionnaire :

- **Sur l'industrie**, des moyens considérables existent pour la développer à une condition, il faut en chasser les actionnaires et en confier la direction aux travailleurs. Socialiser les moyens de production est essentiel pour développer une industrie qui réponde aux besoins de la population.

- **Idem pour les moyens d'échange**, les banques réalisent des profits faramineux utilisés pour la spéculation. Les banques doivent être gérées et maîtrisées par le peuple pour le peuple.

- **Il faut développer des services publics** de santé, d'éducation, de recherche industrielle et scientifique, de transport, de logement. Des moyens existent pour cela, le problème c'est qu'ils sont aux mains des capitalistes, il faut les leur arracher.

- **Nos relations internationales doivent respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes excluant toute domination, privilégiant les coopérations mutuellement avantageuses.** Au moment où l'impérialisme américain veut dominer le monde en menaçant comme jamais tous les pays qui s'opposent à sa volonté hégémonique en ignorant le droit international, considérant ses intérêts comme supérieurs que ce soit au Proche ou au Moyen Orient, en Asie, en Amérique Latine, nous appelons à développer la lutte pour la paix, la lutte contre toutes guerres impérialistes, la lutte pour l'indépendance et la souveraineté des nations, la lutte pour le désarmement dans le monde, la lutte pour la dissolution de l'OTAN et de tous les pactes militaires, la lutte contre les accords transnationaux capitalistes. Dans la situation créée par le président des Etats Unis, nous appelons à rompre toutes relation politique, diplomatiques et économiques avec Israël.

Nous condamnons la complaisance affichée par les états européens et en particulier la France qui par la voix de son président « regrette » la décision des Etats Unis de transférer son ambassade à Jérusalem mais se garde bien de la condamner. Le pouvoir israélien est donc encouragé à poursuivre le pillage des terres palestiniennes contrairement à toutes les résolutions de l'ONU et au droit international. Cette situation dure depuis 60 ans en toute impunité, sans qu'aucune mesure ne soit prise pour faire respecter les droits. Nous renouvelons notre entière solidarité au peuple palestinien qui subit tous les jours et ceci des décennies les coups, les humiliations, l'enfermement, l'emprisonnement

politique des dirigeants de mouvements de libération, les assassinats parce qu'ils défendent légitimement leur terre.

Oui nous avons des propositions, nous prenons des positions politiques sur la situation nationale et internationale à faire partager.

Nous avons également des outils pour diffuser nos idées comme notre site, notre journal, notre hebdo, mais nous avons aussi surtout notre force militante à mettre en œuvre avec nos adhérents nos amis, nos sympathisants.

C'est une question fondamentale. Nous aborderons cet après - midi après une courte introduction, les questions liées à notre développement et au renforcement du parti. Cela nous permettra d'avoir un débat lié aux questions économiques et sociales d'hier, d'aujourd'hui et de demain et l'activité que nous devons déployer.